

Québec : horizon* 2020–2021

ASPIRANT AU PREMIER RANG

La prodigieuse séquence de gains du PIB réel supérieurs à la tendance du Québec se poursuit depuis notre dernier compte rendu prévisionnel, et nous nous attendons aujourd'hui à ce que cette province s'inscrive cette année en tête des classements pour la croissance des provinces, avant de ralentir pour inscrire un rythme plus durable en 2020-2021. Cette séquence ne s'est pas produite depuis que Statistique Canada a commencé à publier, en 1981, les statistiques sur le PIB des provinces. La hausse de l'investissement consacré à la machinerie et à l'équipement (MÉ) est de très bon augure dans les données récentes : il s'était à l'origine inscrit en baisse au T1 de 2019, mais a depuis été révisé et a monté légèrement, pour ensuite culminer brusquement (graphique). Il est donc permis de croire que conformément aux avis que nous avons exprimés à l'origine, on profite des provisions pour amortissement accéléré du gouvernement fédéral et de la province. Ainsi, l'investissement suit cette année une trajectoire vigoureuse, de concert avec le rebond, au deuxième trimestre, de la construction non résidentielle, des grands projets de transport en commun et des dépenses massives consacrées aux infrastructures.

À court terme, les perspectives du Québec du point de vue des dépenses de consommation paraissent elles aussi solides malgré la légère révision à la baisse des dépenses réelles des ménages au premier trimestre. La création d'emplois à temps plein a pris du mieux depuis notre dernier compte rendu prévisionnel trimestriel, et les gains de salaires hebdomadaires ont fait de même, puisqu'ils continuent de distancer considérablement l'inflation sur fond de quasi-plein-emploi sur les marchés du travail. Deux baisses du taux directeur attendues de la Banque du Canada devraient encourager le crédit chez les consommateurs marginaux; or, le gouvernement provincial continue de profiter d'un taux d'épargne des ménages nettement supérieur à la moyenne nationale.

Supérieure à la tendance, la croissance de la population — important facteur de l'essor récent de cette province — perdure elle aussi. Dans les trois mois qui ont précédé le 1^{er} avril 2019, le recours massif au programme des travailleurs étrangers temporaires explique qu'en chiffres nets, le nombre de résidents non permanents ait atteint son plus haut dans les annales, ce qui continue de compenser la baisse du nombre de nouveaux arrivants. En outre, la migration interprovinciale nette s'est établie en territoire positif pour la première fois depuis 2009. Dans le trimestre qui a suivi, la population provinciale a gagné 1,2 % sur un an : il s'agit de sa plus forte hausse depuis 1989.

Le quasi-équilibre du marché du logement de Montréal est l'une des répercussions de la poussée de croissance démographique vigoureuse et de la création d'emplois de cette province. Comme l'indiquent nos [classements](#) de l'équilibre de la demande et de l'offre sur les marchés locaux, la conjoncture montréalaise a été l'une de celles qui ont été les plus favorables aux vendeurs au Canada en 2019. La bonne nouvelle, c'est que les mises en chantier de logements et la construction sont restées vigoureuses et devraient permettre de réaligner la demande et l'offre de logements lorsque la croissance provinciale se ralentira, alors que les gains de prix devraient rester stables.

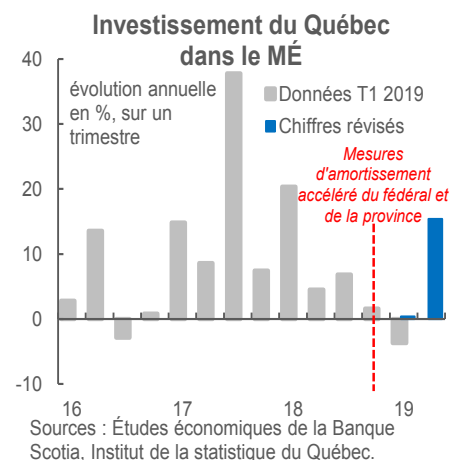
La léthargie de la conjoncture mondiale en raison de l'incertitude qui pèse sur le commerce constitue le principal risque pour les prévisions au moment d'écrire ces lignes. Il va de soi qu'un ralentissement au sud de la frontière pèserait considérablement sur l'économie du Québec. Or, notre scénario de base suppose qu'on évitera une baisse et que les exportations du Québec continueront de reprendre du mieux après avoir été anémiques au début de l'année, grâce à de solides fondamentaux, à un taux de change faible et à la croissance vigoureuse, mais ralentie de l'économie américaine.

RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste, Provinces
416.866.4733
Études économiques de la Banque Scotia
marc.desormeaux@scotiabank.com

Québec				
% change except where noted				
Conjoncture économique	18	19p	20p	21p
PIB réel	2,5	2,4	1,6	1,6
PIB nominal	4,2	3,7	3,3	3,6
Emploi	0,9	1,8	0,8	0,8
Taux de chômage en %	5,5	5,2	5,4	5,5
Mises en chantier de logements en milliers	47	49	46	44
Situation budgétaire*	EF 19	EF 20	EF 21	
Solde budgétaire**, en % du PIB	0,58	0,0	0,0	
Dette nette, en % du PIB	40,1	38,7	37,6	

*Prévision du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia. **Après les dépôts dans le Fonds des générations.
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL, ministère des Finances du Québec.



*Sauf indication contraire, les chiffres sont exprimés en dollars canadiens. Données finalisées le 9 octobre 2019.

Tableau des prévisions provinciales : synthèse

	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)										
PIB réel	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC
2000–18	2,1	2,4	1,8	1,3	1,2	1,8	2,0	2,3	2,0	2,8	2,7
2018e	1,9	-2,7	2,6	1,2	0,1	2,5	2,3	1,3	1,6	2,3	2,4
2019p	1,6	2,0	2,1	1,3	0,6	2,4	1,7	1,4	1,3	0,5	2,2
2020p	1,8	0,6	1,9	1,3	0,8	1,6	1,7	1,5	1,5	2,4	2,8
2021p	1,9	0,8	1,8	1,1	0,7	1,6	1,6	1,5	1,7	2,7	2,4
PIB nominal											
2000–18	4,3	5,6	4,2	3,3	3,4	3,7	3,9	4,4	5,4	5,9	4,7
2018e	3,6	0,5	4,6	3,2	1,9	4,2	3,5	3,1	3,8	4,5	4,4
2019p	3,2	3,5	4,1	3,0	2,2	3,7	3,3	3,4	3,4	1,9	4,4
2020p	3,8	2,9	3,9	3,2	2,4	3,3	3,4	3,3	3,8	4,5	5,4
2021p	4,3	3,7	3,8	2,8	2,1	3,6	3,9	3,3	4,5	5,7	5,1
Emploi											
2000–18	1,4	0,6	1,1	0,6	0,4	1,3	1,3	1,0	1,1	2,2	1,5
2018	1,3	0,5	3,0	1,5	0,3	0,9	1,6	0,6	0,4	1,9	1,1
2019p	2,1	1,1	1,8	2,2	0,6	1,6	2,6	1,2	1,7	0,8	3,0
2020p	1,0	0,0	0,8	0,3	0,2	0,8	1,2	0,6	0,7	1,0	1,5
2021p	1,0	-0,1	0,6	0,1	0,2	0,8	1,0	0,6	0,6	1,2	1,3
Taux de chômage (%)											
2000–18	7,1	14,3	11,1	8,8	9,5	7,9	7,0	5,1	5,0	5,3	6,5
2018	5,8	13,8	9,4	7,6	8,0	5,5	5,6	6,0	6,1	6,6	4,7
2019p	5,7	12,1	8,9	6,8	8,1	5,2	5,6	5,4	5,4	6,8	4,6
2020p	5,9	12,1	9,0	6,8	8,1	5,4	5,8	5,5	5,5	6,9	4,8
2021p	5,9	12,0	9,1	6,9	8,0	5,5	5,8	5,6	5,4	6,8	4,9
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)											
2000–18	200	2,5	0,8	4,3	3,4	44	72	5,2	5,2	34	29
2018	213	1,1	1,1	4,8	2,3	47	79	7,4	3,6	26	41
2019p	210	0,9	1,1	4,6	2,8	49	71	6,8	2,5	27	44
2020p	206	1,3	1,1	4,2	2,4	46	76	6,0	3,3	30	37
2021p	202	1,1	1,0	4,2	2,4	44	78	6,0	3,7	31	32
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)											
2000–18	1 674	29	6	48	38	415	646	48	45	217	182
2018	1 984	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217
2019p	1 935	31	9	51	39	448	810	60	49	223	215
2020p	1 915	26	7	50	38	435	805	58	50	227	219
2021p	1 915	26	7	47	36	435	805	58	51	231	219
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)											
2018	-18 961	-911	1	230	67	2 622	-3 672	-695	-303	-8 023	301
2019e	-14 000	-522	14	120	5	2 500	-7 435	-470	-268	-6 711	1 535
2020p*	-19 800	-575	2	31	38	0	-10 252	-360	26	-7 912	179

* Le solde budgétaire de T.-N.-L. en 2020 ne tient pas compte d'une hausse ponctuelle des revenus découlant de l'incidence de l'Accord atlantique. Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.